MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE
*Liberté*
*Égalité*
*Fraternité*

Direction générale du Trésor

# BRÈVES ÉCONOMIQUES
# Maroc

Une publication du SER de Rabat
13 au 24 juillet 2026

## Le chiffre à retenir

**15 Mds USD**
**Nouveau cadre de partenariat-pays de la Banque Mondiale**

**La Banque Mondiale a conclu avec le Maroc un nouveau Cadre de partenariat couvrant la période 2026-2035, centré sur la création d'emplois, le développement du capital humain, le renforcement du secteur privé et la réduction des inégalités territoriales.**

Cet accord intervient alors que le pays connaît une accélération de ses investissements dans les infrastructures sportives, ferroviaires et énergétiques, mais reste confronté à des difficultés persistantes sur le marché du travail.

Dans ce cadre, la Banque Mondiale accompagnera la mise en œuvre du Nouveau modèle de développement marocain autour de trois priorités : renforcer la compétitivité du secteur privé, favoriser des territoires plus inclusifs et résilients, et développer le capital humain. Les financements mobiliseront progressivement les trois entités du Groupe : la BIRD pour les projets publics, la SFI pour le soutien au secteur privé et la MIGA pour la garantie des investissements. Les interventions porteront notamment sur l'amélioration de l'environnement des affaires, la transition environnementale (gestion de l'eau, agriculture résiliente, transports bas carbone), l'éducation, la formation professionnelle et l'extension de la couverture sanitaire universelle.

# VISITES OFFICIELLES

## France-Maroc : la 15ème Réunion de haut niveau confirme l'approfondissement du partenariat stratégique

La 15ème Réunion de haut niveau franco-marocaine, organisée à Rabat, a marqué une nouvelle étape dans le rapprochement bilatéral engagé depuis la visite d'Etat d'octobre 2024. Les échanges ont permis de réaffirmer l'ambition d'un partenariat de long terme, avec la perspective d'un futur traité bilatéral, dont les travaux préparatoires sont menés par un comité de Sages.

Sur le plan économique, la France et le Maroc ont confirmé leur volonté de renforcer une relation fondée sur un partenariat industriel équilibré et un partage accru de la valeur ajoutée. Les coopérations se poursuivront notamment dans les secteurs stratégiques de l'industrie, des transports, de l'énergie et de l'agriculture, avec un rôle moteur attendu des entreprises dans le développement de projets communs.

La réunion a également permis d'approfondir les coopérations dans les domaines de la transition énergétique, de la sécurité alimentaire, de la culture, ainsi que de la recherche et de l'innovation. Les deux pays ont réaffirmé leur volonté de favoriser les mobilités croisées des étudiants, chercheurs, entrepreneurs et talents, considérées comme un levier majeur de la relation bilatérale.

Le volet sécuritaire demeure également un axe structurant du partenariat, avec le maintien d'une coopération étroite entre les services des deux pays dans la lutte contre le terrorisme, les trafics illicites et les réseaux d'immigration clandestine.

Enfin, les échanges ont confirmé la convergence des positions françaises et marocaines sur plusieurs enjeux stratégiques, dans un contexte de consolidation de la relation bilatérale. La France a notamment réaffirmé sa position sur la question du Sahara, exprimée par le Président de la République en juillet 2024.

# Activités macroéconomiques & financières

## Change : le Maroc consolide son matelas de réserves

Les avoirs officiels de réserve ont progressé de 23 % en glissement annuel à fin avril 2026, couvrant désormais 5 mois et 24 jours d'importations. Cette hausse reflète des recettes d'exportations solides, malgré un contexte géopolitique tendu et ses répercussions sur les chaînes d'approvisionnement internationales, notamment sur les ressources énergétiques — dont le Maroc importe 90 % de ses besoins.

En dépassant largement le seuil prudentiel de trois mois d'importations généralement retenu par les institutions financières internationales, le niveau actuel des réserves constitue un signal positif quant à la stabilité extérieure du pays et à la résilience du dirham. Alors que le Maroc mobilise davantage de financements extérieurs pour accompagner ses grands projets d'investissement et de développement, ce renforcement du matelas de change contribue à préserver la confiance des investisseurs et des créanciers internationaux.

Cette accumulation de réserves offre au Maroc une meilleure capacité d'absorption des chocs exogènes, qu'il s'agisse d'une hausse des prix de l'énergie, d'une dégradation de l'environnement géopolitique ou d'un durcissement des conditions financières internationales. Elle soutient également la signature souveraine du pays en réduisant le risque perçu par les prêteurs et en facilitant l'accès à des financements extérieurs dans de meilleures conditions.

## Agriculture : le rebond du secteur agricole soutient l'accélération de la croissance marocaine

Selon le Haut-Commissariat au Plan (HCP), l'économie marocaine a enregistré une croissance du PIB de +4,6 % au T1 2026, avant de progresser de +4,8 % au T2. La croissance pourrait atteindre +5,4 % au T3 2026, portée notamment par la reprise de l'activité agricole.

Après sept années consécutives de sécheresse ayant fortement pénalisé le secteur — qui représente environ 11 % du PIB et 25,5 % de l'emploi en 2025 —, le retour de conditions pluviométriques favorables durant l'hiver 2025-2026 a permis un net redressement de la production agricole. La valeur ajoutée agricole a ainsi progressé de +18,4 % au T1 2026, puis de +20,5 % au T2, contribuant à soutenir les revenus des ménages ruraux et la consommation privée, en hausse de +4,6 % au T1 puis +4,7 % au T2.

Cette reprise demeure toutefois largement dépendante des conditions climatiques et ne constitue pas encore un changement structurel de la trajectoire de croissance. Dans ce contexte, le Maroc poursuit la diversification de ses moteurs économiques, notamment autour des services, qui ont progressé de +4,3 % au T1 2026, soutenus par le dynamisme du tourisme, des transports et du commerce.

## IDE : le Maroc renforce son attractivité et se hisse parmi les principales destinations africaines

Selon le Rapport sur l'investissement dans le monde 2026 de la CNUCED, le Maroc a enregistré une forte progression de ses investissements directs étrangers (IDE), avec des flux entrants atteignant 3,3 Md USD en 2025, contre 1,7 Md USD en 2024. Cette hausse place le Maroc au 7ème rang africain des destinations d'IDE, devant ses voisins directs (Algérie, Tunisie, Libye), et représente près de 15 % des IDE reçus par l'Afrique du Nord.

Cette dynamique s'inscrit dans une trajectoire de renforcement de l'attractivité du Maroc, portée par la montée en puissance des secteurs industriels, notamment l'automobile, les énergies renouvelables et les technologies liées à la transition énergétique. Le stock d'IDE entrants atteint ainsi 80,8 Md USD en 2025, contre 45,1 Md USD en 2010, témoignant de l'ancrage progressif du pays dans les chaînes de valeur internationales.

La CNUCED souligne notamment le rôle de la politique industrielle marocaine dans l'émergence d'un écosystème automobile et de véhicules électriques (VE), favorisé par la Charte de l'investissement de 2022, les infrastructures logistiques de Tanger Med et le développement de projets dans la filière batteries. Le Maroc figure ainsi parmi les nouveaux pôles mondiaux d'investissement dans les véhicules électriques aux côtés de plusieurs économies émergentes.

# Grands projets, environnement, industries

## Transport : Blablacar, leader mondial du covoiturage, fait son entrée au Maroc

Blablacar vient de lancer sa plateforme communautaire au Maroc, le 1er déploiement de l'entreprise en Afrique. Son entrée sur le marché marocain coïncide avec la très bonne santé du secteur touristique (nombre record de touristes en 2025 : 19,8 M, avec un objectif de 26 M en 2030). Le groupe a annoncé récemment le recentrage de son activité sur son cœur de métier, le covoiturage (l'application proposait également l'accès à des réseaux de bus et intégrait les offres des principales compagnies ferroviaires), et l'accélération de son expansion à l'international avec 20 nouveaux pays (41 pays au total ; renforce sa présence en Amérique latine et en Europe et fait son entrée en Asie du Sud-Est et en Afrique du Nord). En 2025, 150 M de passagers ont utilisé l'application (covoiturage et bus) dans 21 pays à travers 15 000 opérateurs de bus et de trains connectés.

## Tourisme : le français Poma va réaliser la première phase du projet de restructuration de la station de l'Oukaïmeden

Suite à un appel d'offres publié en avril dernier, la Société Marocaine d'Ingénierie Touristique (SMIT) a attribué début juillet à Poma, groupe français spécialisé dans la fabrication de systèmes de transport par câble, la réalisation de la première phase de la restructuration de la station d'Oukaïmeden (117,37 M MAD, soit près de 10 M EUR). L'objectif de la SMIT est de faire de ce site une destination de loisirs 4 saisons. Poma vient d'ouvrir une filiale à Casablanca, Poma Africa, qui couvre les activités du groupe en Afrique.

## Commerce : le 1er magasin Franprix a ouvert à Casablanca

Cette ouverture en phase test le 3 juillet fait suite à la signature d'un accord en mai 2025 entre le groupe français Casino et le groupe marocain H&S Invest qui fait de ce dernier le Master franchisé des enseignes Monoprix et Franprix sur le marché marocain. Cet accord, signé en présence du Ministre de l'industrie et du commerce, Ryad Mezzour, et du précédent Ambassadeur de France au Maroc, Christophe Lecourtier, prévoit l'ouverture de 210 points de vente au cours des 10 prochaines années avec l'ambition de créer plus de 1 000 emplois directs et indirects d'ici 2030.

## Industrie 4.0 : le Maroc signe un partenariat stratégique avec le groupe français ALTEN

ALTEN Maroc a signé le 2 juillet dernier une convention de partenariat avec trois ministères (industrie et commerce ; enseignement supérieur, recherche scientifique et innovation ; transition numérique) visant à structurer un écosystème d'excellence en Intelligence Artificielle et en technologies industrielles, afin de renforcer la compétitivité du Royaume et d'accélérer sa transition vers l'Industrie 4.0. Trois enjeux sont placés au cœur de ce partenariat : la montée en compétences et l'accompagnement des talents marocains dans les métiers du digital et de l'IA, l'accélération de la transition industrielle vers l'Industrie 4.0, ainsi que le renforcement de l'attractivité du Maroc pour les investissements à haute intensité technologique. Un centre sera notamment dédié à la création de solutions technologiques avancées pour les industries du transport (automobile, aéronautique et ferroviaire). Présent à Fès, Rabat, Casablanca et Tétouan, ALTEN Maroc emploie aujourd'hui plus de 2 200 ingénieurs et experts avec l'objectif d'atteindre 3 300 collaborateurs d'ici 2027.

## Industrie : Jorf Lasfar se prépare à devenir un hub des batteries et des carburants verts

L'Agence Nationale des Ports a lancé plusieurs études techniques et géotechniques destinées à préparer l'extension du port et à définir les futurs aménagements nécessaires pour répondre aux besoins des industries émergentes. Au-delà des activités traditionnelles du port, historiquement tournées vers les phosphates, les produits chimiques et les importations énergétiques, cette extension permettra d'accueillir les chaînes de valeur associées aux batteries pour véhicules électriques, aux électrolytes, aux matériaux stratégiques ainsi qu'aux carburants issus de l'hydrogène vert.

## Pêche maritime : 500 M MAD pour renforcer la recherche scientifique

Le ministère chargé de la Pêche maritime a annoncé début juillet consacrer près de 500 M MAD au développement de la flotte dédiée à la recherche scientifique, considérée comme un outil central pour orienter les décisions relatives à la gestion des ressources marines. Dans le même temps, le département poursuit la mise en œuvre des plans d'aménagement des pêcheries, dont le nombre dépasse désormais 30, tout en généralisant, cette année, le système de zonage des espaces de pêche aux navires pratiquant la pêche à la ligne et la pêche au chalut. La secrétaire d'État Zakia Driouich a également annoncé la poursuite de la modernisation des dispositifs de contrôle à travers le développement de nouvelles applications numériques et l'amélioration du système de suivi des navires (VMS), destiné à renforcer la surveillance des activités de pêche et à consolider la gouvernance du secteur.

## Indicateurs macroéconomiques 2025

| | Taux de croissance du PIB réel | Taux d'inflation | Taux de chômage | Déficit courant | Déficit budgétaire | Dette du Trésor |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Banque Mondiale | 3,6 % | 2,4 % | - | 1,5 % | 3,7 % | 68,2 % |
| FMI | 4,9 % | 0,8 % | 13 % | 2,1 % | 3,5 % | 67,1 % |
| Bank Al-Maghrib | 4,9 % | 0,8 % | 13,1 % | 2,4 % | 3,6 % | 66,6 % |
| Haut-Commissariat au Plan | 4,9 % | 0,8 % | 13 % | 2,4 % | 3,5 % | 66,6 % |

## Indicateurs macroéconomiques 2026

| | Taux de croissance du PIB réel | Taux d'inflation | Taux de chômage | Déficit courant | Déficit budgétaire | Dette du Trésor |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Banque Mondiale | 3,5 % | 1,8 % | - | 1,9 % | 3,4 % | 67,5 % |
| FMI | 4,4 % | 1,6 % | 12,3 % | 3,3 % | 3,4 % | 65,9 % |
| Bank Al-Maghrib | 5,2 % | 1,5 % | 10,8 % | 4 % | 3,4 % | 65,4 % |
| Haut-Commissariat au Plan | 5,0 % | - | 10,8 % | 1,9 % | 3,2 % | 66,1 % |

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Vincent Toussaint

Rédaction : SER de Rabat

Abonnez-vous : lena.bentouta@dgtresor.gouv.fr